



LES CONFÉRENCES DÉPARTEMENTALES SE PRÉPARENT

CHRONIQUE POLITIQUE

“Défendre l'emploi”

SEPT organisations syndicales (CGT, CFDT, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) ont confirmé, le 28 septembre, leur appel à une journée d'action le 7 octobre dans le cadre de la « Journée mondiale pour le travail décent » organisée par la Confédération syndicale internationale (CSI). La veille, sur Europe 1, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, déclarait que « le 7 octobre, c'est à lier avec le G 20 », qui a pris des « décisions encourageantes », notamment « la volonté de défendre l'emploi en maintenant les plans de relance ». Plans de relance ? Les 460 milliards d'euros de fonds publics offerts aux banquiers par le gouvernement ont permis une seule « relance », celle de la spéculation sur la base de la destruction de près de 600 000 emplois en six mois. Comment prétendre défendre l'emploi avec ces plans de relance ? L'arrêt des licenciements peut-il être obtenu dans le cadre de cette journée d'action ?

Les sept syndicats appellent à « impulser et soutenir les actions dans les entreprises, les services, les secteurs professionnels et les territoires ». Mais les actions entreprise par entreprise ne conduisent-elles pas à l'isolement et aux licenciements, comme à Molex et à Continental ?

L'ISSUE est-elle davantage dans les états généraux de l'industrie, qui débutent le 22 octobre par une rencontre entre les ministres Lagarde et Estrosi, les syndicats et le patronat ? Rencontre qui serait suivie d'ateliers par régions réunissant « PME, grandes entreprises, syndicats, universitaires, chercheurs et financeurs », et débouchant sur « une convention nationale » traçant les grandes lignes d'une « nouvelle politique industrielle ». Quelle « nouvelle politique industrielle » les travailleurs peuvent-ils attendre d'ateliers avec le gouvernement, les patrons, les banquiers, sinon l'accélération de la vague de destruction d'emplois ?

La seule politique industrielle correspondant aux besoins de la population, c'est l'interdiction pure et simple des licenciements. Et il est de la responsabilité des partis qui se réclament des intérêts ouvriers de s'unir sur ce mot d'ordre. C'est ce à quoi entendent contribuer les travailleurs et militants de toutes tendances qui préparent des conférences ouvrières départementales.

LAURENCE FAYARD ■

Sandra Renda, avocate syndicaliste, adhérente des Verts en Eure-et-Loir

“Le droit au travail est un droit constitutionnel, il faut le faire respecter”

Interview

Tu es signataire de l'appel à une conférence départementale le 16 octobre en Eure-et-Loir. La fermeture du site de Philips est annoncée. Quelle est la situation ?

La crise a bon dos, elle sert à maquiller les délocalisations. La fermeture de Philips, à Dreux, était prévue de longue date, l'entreprise a été démantelée par des plans successifs de suppressions d'emplois, sa mort était annoncée. C'est malhonnête et, économiquement, c'est stupide. On assiste à une fuite du savoir-faire à la française.

Votre comité propose la montée de toute la population à Paris avec les ouvriers de Philips pour le retrait du plan. Pourquoi ?

Aujourd'hui, la réponse ne peut être que politique. Les délocalisations sont le résultat de la politique de l'Union européenne. Nous devons mettre nos gouvernants face à leurs responsabilités. Le droit au travail est un droit constitutionnel, ils ont le devoir de le faire respecter.

Est-ce pour leur proposer d'appeler dans l'unité que vous cherchez à rencontrer les partis qui se réclament des intérêts ouvriers ?

Oui, car obtenir le maintien du site et des emplois exige une démarche unitaire de tous ces partis. J'étais déléguée à la première conférence à Limeil-Brevannes, en décembre 2008. Un an plus tard, on a toujours du mal à créer cette unité, faute de réponse de leur part. Mais on y croit, c'est un combat de longue haleine, le combat de la reconnaissance des droits ouvriers.

Certains ont tendance à dire : « Qu'est-ce qu'on peut y faire ? » Pour le moment, les travailleurs sont isolés par entreprise, on essaie de les dresser les uns contre les autres, d'individualiser. Mais dans l'unité, on peut faire échec à ces mesures.

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a déclaré : « A Molex, on a sauvé l'industrie, mais pas l'emploi. » Qu'en penses-tu ?

Je ne vois pas en quoi l'industrie est sauvée, quelle victoire on peut en tirer. Cela ne correspond pas aux revendications des salariés. Ce qu'ils veulent, c'est un emploi, pas un « chèque valise ». Beaucoup le disent, on l'a entendu de la part de salariés de Continental par rapport à la prime de 50 000 euros. Aujourd'hui, on ne cesse de nous parler de départs volontaires. Mais les départs volontaires, ça n'existe pas. Non, ce sont des licenciements, des ruptures de contrats de travail à l'initiative de l'employeur. La priorité, c'est sauvegarder l'emploi.



Saint-Pons-Roquebrun (Hérault)

La volonté de résistance de la classe ouvrière est-elle en cause ?

LE comité pour la marche unie de Saint-Pons-Roquebrun s'est réuni le 23 septembre. C'est Pierre, responsable de la cellule du PCF, qui a ouvert la réunion. La discussion s'est concentrée sur la proposition de la conférence du 5 septembre, ainsi que celle d'une des déléguées montpelliéraines, Sophie, invitant à préparer une conférence départementale au mois d'octobre regroupant des travailleurs d'entreprises qui licencient (Dell, Sanofi, la Cameron...) et des vignerons pour organiser une première montée sur Paris.

« Il faut mesurer les actes des partis. Je commence à douter de la marche unie, étant donné leur attitude », a déclaré Pierre.

Jean, viticulteur et paysan-éleveur, a insisté sur la nécessité de « faire bouger » la viticulture et d'« étudier le pont à mettre en place » pour faire la jonction entre les viticulteurs et le mot d'ordre d'interdiction des licenciements.

Plusieurs camarades ont souligné la volonté de résistance de la classe ouvrière à l'intolérable, mais Pierre, pour sa part, a « mis un bémol », ne voyant pas à La Cameron, lors d'une manifestation devant l'usine le 22 septembre, une grande volonté de combat, notamment parmi les cégétistes.

Qui dit interdiction des licenciements dit aussi nationalisation des banques

Emma a souligné le rôle des directions syndicales « qui ne veulent pas de grève générale, ce qui maintient les travailleurs dans l'isolement ».

Pour Jean, les travailleurs n'ont plus confiance dans leurs dirigeants.

« Jusqu'à présent, les dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière ont contenu le mouvement, et le but de cette campagne est d'aider à surmonter les obstacles », a précisé Michaël. Il a indiqué qu'il n'était pas d'accord avec Pierre concernant La Cameron, parce que, ce jour-là, des camarades du comité ont pris contact avec une dizaine de travailleurs pour la conférence départementale. « Le mot d'ordre d'interdiction des licenciements va au cœur des problèmes, il faut arrêter l'hémorragie. Qui dit interdiction des licenciements dit aussi nationalisation des banques, renationalisation des services publics, etc. », a-t-il souligné.

En conclusion, un appel se prononçant pour l'organisation d'une conférence départementale le 20 octobre à Villeneuve-lès-Béziers a été adopté. Pour la préparer, il a été décidé de s'adresser aux vignerons et paysans héraultais, ainsi qu'aux ouvriers de Dell, Sanofi, La Cameron, et de diffuser l'appel auprès des partis et de la population « pour qu'ils soutiennent cette démarche ».

CORRESPONDANTS ■

Val-d'Oise. Deux ouvriers s'adressent aux habitants de leur commune

“Notre argent public doit être utilisé pour créer les emplois qui empêcheront la fermeture des entreprises”



« Bonjour. Nous sommes deux voisins habitant à Osny. L'un vient d'être licencié et l'autre est employé dans une entreprise que les dirigeants américains ont décidé de fermer en France (ABB). Nos épouses n'ont pas d'emploi, nous avons des enfants et le crédit de la maison à payer. Les banquiers et les spéculateurs viennent de provoquer la crise financière mondiale qui a conduit à notre licenciement (...).

Nous avons appris que, depuis le début de la crise, le gouvernement français a donné 429 milliards de notre argent public aux responsables de la crise, alors que cet argent aurait permis de créer 2 500 000 emplois payés 1 500 euros par mois, charges sociales comprises, pendant sept ans.

Si les gens n'ont pas d'argent, ils ne peuvent pas consommer la production des entreprises, ce qui les conduit à licencier (...). Il nous sera impossible de retrouver un travail durable en France. Le comité de Cergy pour l'interdiction des licenciements propose de s'unir le plus nombreux possible pour dire au gouvernement que notre argent public doit être utilisé pour créer les emplois qui empêcheront la fermeture des entreprises, et non pour sauver les banquiers et les spéculateurs responsables de la crise. Vous n'êtes peut-être pas encore dans la même situation que nous, mais un licenciement, c'est soudain (...). Une réunion départementale des comités pour l'interdiction des licenciements aura lieu à Cergy le 17 octobre. Nous passerons vous voir pour savoir si vous rejoignez ce mouvement pour sauver la population. A bientôt. »

Somme : les travailleurs de SFG envisagent de venir à 50 à la conférence départementale

L'APPEL à la conférence départementale pour l'interdiction des licenciements qui se tiendra le 7 novembre circule dans les entreprises. A SFG (Berteaucourt), une nouvelle réunion rassemblant vingt travailleurs a eu lieu. L'exemple de Molex était dans toutes les têtes. « C'est un scandale, Molex. Ils reprennent 15 personnes, c'est ça une

victoire ? Chez nous, c'est pareil, ils parlent de 90 personnes, et les autres, en plus on ne sait même pas qui, c'est peut-être de nouveaux salariés. »

L'isolement entreprise par entreprise pèse sur les travailleurs présents : « Mais qu'attendent donc les organisations syndicales pour réagir ? »

En tout cas, ils sont déterminés à ne pas accepter. Une ouvrière explique :

« Maintenant que je suis licenciée, j'ai tout mon temps pour préparer cette conférence et ce ne sera pas du temps perdu. »

Les travailleurs présents se fixent l'objectif de venir à la conférence départementale à 50 de l'usine SFG. « On ne sait pas si on va gagner, mais si on ne fait rien, on est mort », dit un autre ouvrier.

Les ouvriers présents décident de fabriquer une affiche pour faire venir des travailleurs des différentes usines du canton de Flixecourt. Une liste des usines où il faut aller diffuser est établie.

« Les élus, les responsables politiques font de beaux discours, mais c'est tout », dit un autre. Considérant la signature de l'appel « Interdiction des licenciements » par des conseillers généraux et régionaux PS-PCF, la discussion a débouché sur la préparation d'une lettre pour qu'ils soient présents à la conférence afin d'exprimer leur point de vue.

La discussion, le débat nécessaire pour agir dans l'unité exigent de rassembler largement dans la conférence.

CORRESPONDANT ■